



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

7 septembre 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 29 au 31 août 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Les facteurs non-économiques

Par Eric NG PING CHEUN

La guerre Bhadain-Sanspeur et les millions de Trilochun ont éclipsé le budget national. Certains ont crié trop vite au « *feel-good factor* » de celui-ci : le facteur budgétaire s'est désintégré en une semaine. Parmi ceux du secteur privé qui ne s'affichent pas, on ne manque pas de montrer une mauvaise humeur. Preuve, s'il en est, que le gouvernement peut annoncer et appliquer les meilleures mesures économiques du monde sans toutefois impacter positivement le mental des entrepreneurs. Au point où en est la gouvernance publique aujourd'hui, un coup de pouce à l'économie proviendrait plutôt des facteurs non-économiques.

Ils sont la confiance, l'équité et l'intégrité. C'est ce qu'enseignent les néo-keynésiens George Akerlof et Robert Shiller dans leur livre *Animal Spirits* (2009). Keynes affirmait qu'une grande partie de l'activité économique est influencée au quotidien par les « esprits animaux », c'est-à-dire les motivations autres qu'économiques. Ainsi de la confiance : on n'investit pas dans un secteur où l'Etat affiche la méfiance par des changements de politique ou par des décisions erratiques. Ainsi de l'équité : on ne consomme pas un produit dont le fabricant ne respecte pas des normes environnementales. Ainsi de l'intégrité : on n'achète pas chez des commerçants malhonnêtes même s'ils vendent à moins cher. Les esprits animaux sont des moteurs de l'investissement et de la consommation.

Les comportements induits par les esprits animaux, tels nos mécanismes psychologiques et affectifs, expliquent en partie la stagnation de notre croissance économique. Le tissu social se desserre avec le chacun pour soi : les assureurs paient le prix fort du manque de civisme et de discipline sur nos routes, qui traduit la dérive vers des agissements antisociaux. Les Mauriciens produisent moins d'efforts et font moins de sacrifices : comment leur inculquer la notion de productivité ? Il faut prendre en compte les changements dans leurs schémas de pensée : les directeurs des ressources humaines en savent quelque chose.

Même la confiance que les cadres ont les uns envers les autres est variable. Auparavant, une simple conversation suffisait pour faire bouger les choses. Aujourd'hui, il faut tout mettre en écrit. Les investisseurs se fient de moins en moins aux écritures comptables. L'altération de la confiance dans les relations d'affaires à Maurice fait cahoter la machine économique.

Le premier et le plus décisif de nos esprits animaux est la confiance, carburant-clé de la croissance. On sait qu'un accroissement de l'investissement a des effets décuplés sur la production nationale. Il en est de même d'une hausse de la confiance. Le multiplicateur de confiance joue un rôle crucial surtout dans une économie en difficulté. Tant que les entreprises et les ménages ont confiance, ils

investissent ou consomment. Lorsqu'ils perdent confiance, l'investissement et la consommation fléchissent.

La confiance ne se construit pas sur des projections statistiques. Croissance supérieure à 4,0% l'année prochaine ? La vie économique ne s'inscrit pas dans des prévisions tirées de modèles économétriques, sur la base desquelles sont conçues des politiques de relance keynésiennes. Keynes lui-même écrit que « *a large proportion of our positive activities depend on spontaneous optimism rather than on a mathematical expectation* », et que la plupart des décisions individuelles « *can only be taken as a result of animal spirits – of a spontaneous urge to action, and not as the outcome of a weighted average of quantitative benefits multiplied by quantitative probabilities* ».

Pour que les agents économiques opèrent dans un esprit de confiance, les ministres doivent inspirer la confiance. Mais devant ce que les éditorialistes de *week-end* appellent des « décisions plus vengeresses que réfléchies » et « des opérations politiques menées par le gouvernement Lepep dans le dessein de régler ses comptes avec les proches de l'ancien régime », la confiance se délite.

L'évolution du taux de croissance en données corrigées des variations saisonnières entre deux trimestres correspondants (*seasonally adjusted quarter-to-quarter growth rate*) donne une indication de l'impact des décisions politiques sur l'économie. Dans ses *Quarterly National Accounts, Statistics Mauritius* précise qu'en général, « *production is relatively low in the first quarter; it increases gradually in the two subsequent quarters to peak in the last quarter before declining in the first quarter of the following year* ».

Il faut savoir que le taux le plus élevé durant la législature de 2010-2014 fut enregistré au deuxième trimestre 2014, soit 2,0%, et on n'a pas fait mieux depuis. Mais comment expliquer que les taux de croissance du dernier trimestre 2014 (0,1%) et 2015 (0,6%) étaient inférieurs à ceux du premier trimestre 2015 (0,9%) et 2016 (0,9%) ? La campagne électorale de fin 2014, l'état de grâce du nouveau gouvernement début 2015, l'incertitude politique fin 2015 et le sursaut de leadership du Premier ministre début 2016 étaient des facteurs déterminants.

Le deuxième trimestre 2016 fut marqué par le retour de Pravind Jugnauth au Conseil des ministres, et le troisième trimestre par un discours budgétaire ayant pour message qu'un ministre s'occupe à plein temps de l'économie du pays. Cela devait stimuler quelque peu le rythme de croissance. Mais il y a tant d'impondérables politiques avec les affaires qui ont une odeur de corruption, les favoritismes dans les recrutements publics, et la mauvaise foi dans les réponses parlementaires. Sans compter le facteur Bhadain...

(www.pluriconseil.com)

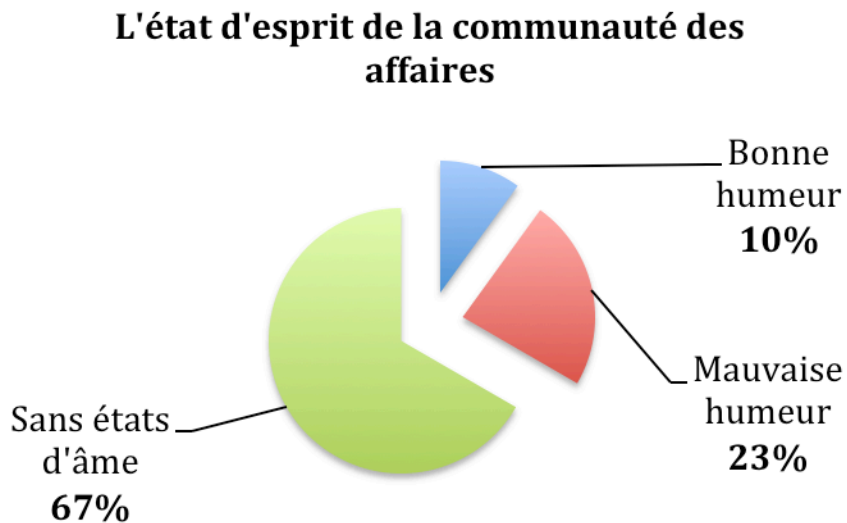
1) Comment voyez-vous l'alliance gouvernementale ?

Solide et durable	3%
Instable mais soudée	77%
En voie de cassure	20%

L'économie sur un équilibre politique instable

Des spéculations ont circulé au sujet d'un rapprochement entre le MSM et le MMM en raison des timides réactions mauves au budget orange. Des tensions se sont apparues dans les rangs du gouvernement après l'abandon du projet Heritage City. Mais 77% des sondés pensent que l'alliance gouvernementale demeure soudée, bien qu'instable. Reflétant cet équilibre précaire, « *recent reversals in embraced economic strategies and decisions testify to the diverging views and stances being adopted by the authorities, while delays in the implementation of reform programmes are reflective of difficulties being faced by political leaders in moving forward in a synchronised way* ». Néanmoins, « *there are several instances of the authorities eventually agreeing on the right set of policy measures to be adopted in order to address socio-economic challenges* ».

2) Quel est actuellement l'état d'esprit de la communauté des affaires ?

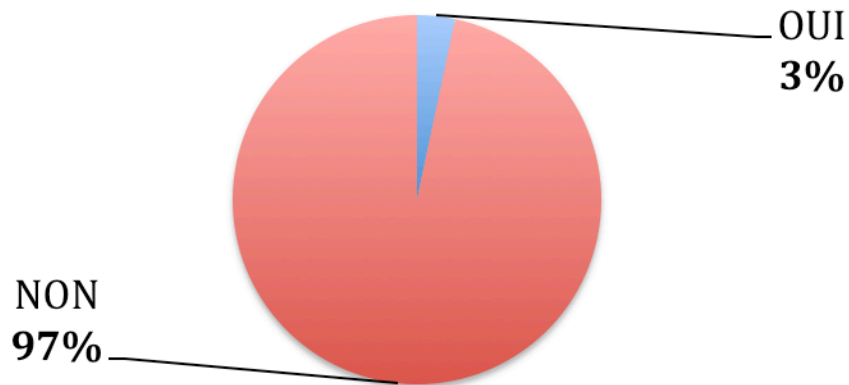


La bonne humeur s'est envolée

Lors du dernier baromètre, 43% des analystes saluaient un « bon » budget. Un mois après, seulement 10% sentent un « *feel-good factor* » dans la communauté des affaires. Ce qui s'est passé entre-temps, c'est qu'un ministre de la République fit initier une enquête policière sur le super conseiller du ministre des finances, et que la population fut choquée des Rs 19 millions octroyés par un organisme public à un conseiller légal. Alors que le discours budgétaire a envoyé le message que « *there is someone in this country dealing with the economic agenda* », il s'avère maintenant que « *the business community is still awaiting for the contemplated Budget initiatives to be comprehensively executed* », et que « *investors do display an inquisitive sentiment as regards the direction in which the Mauritian economy is heading* ».

3) Pour vous, fallait-il continuer avec le projet Heritage City ?

Continuer avec le projet Heritage City ?



Bon débarras d'un projet mégalomane

Quasiment toutes les personnes interrogées approuvent la décision du Conseil des ministres de mettre de côté « *this megalomaniac Heritage City project* ». Un analyste se demande « *how does building a new city really improve productivity and generate sustainable growth* ». Autre question : « *Was there a proper investment appraisal exercise carried out?* ». On ne sait pas « *whether all parameters have been taken on board. Roads and other infrastructural facilities expenditures seem to have been ignored.* » Il fallait avoir « *more analysis of pros and cons* ». Enfin, « il y a d'autres projets prioritaires » pour le gouvernement dont le rôle « *is not to involve in real estate projects that can be provided more efficiently by the private sector. Public money has to be better used.* »

4) Selon vous, le projet Métro Express est...

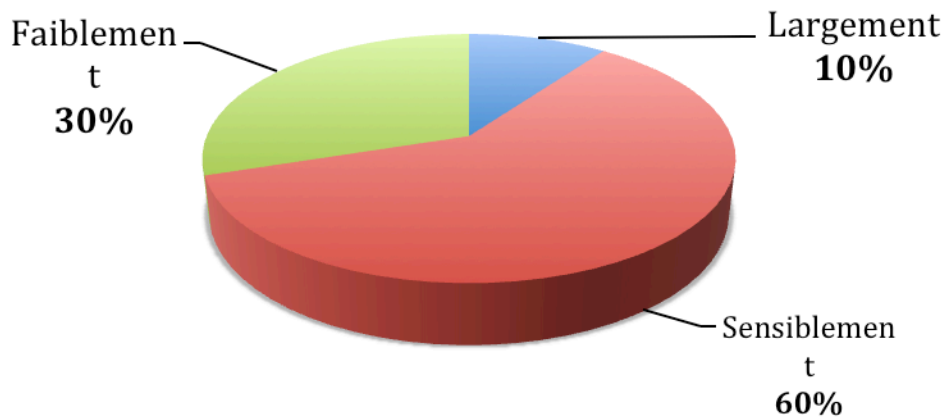
Nécessaire et viable	27%
Nécessaire mais pas viable	57%
Pas nécessaire	17%

Nécessité ne fait pas viabilité

La grande majorité des répondants trouvent nécessaire le projet de métro léger, rebaptisé Métro Express, même si 57% estiment qu'il ne sera pas viable. D'un point de vue économique, « *in addition to improving the quality of transportation networks and helping to enhance traffic levels for the improved welfare of the population and increased productivity of economic sectors, such a project is expected to increase the investment attractiveness of the country and its image as a hassle-free tourist destination* ». Mais dans une optique comptable, « *with a population of 1.3 million and with a forecasted 20% tourists taking the Metro, it will not be enough to bring the ridership level to a break even situation. The ticket has to be subsidised, and road tolls have to be levied to render the alternatives financially more onerous.* »

5) De quelle manière les mesures budgétaires stimuleront-elles l'activité immobilière ?

L'immobilier stimulé par les mesures budgétaires

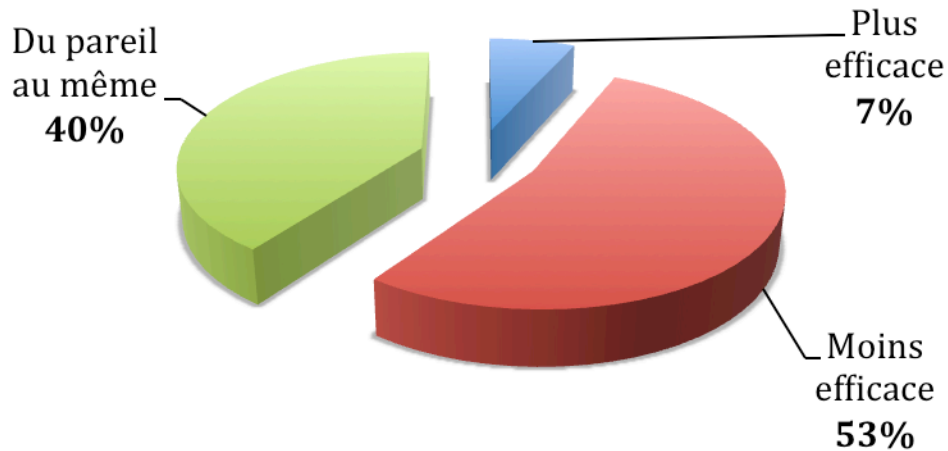


Boost attendu de l'immobilier

Sept analystes sur dix affirment que les mesures budgétaires stimuleront sensiblement, voire largement, l'activité immobilière. Des incitations fiscales sont accordées aux particuliers pour acquérir un logement, et les étrangers peuvent plus facilement acheter des appartements. Précisément, « *it is only if more foreigners buy property in Mauritius that we will see a major boost for the sector, but this will not be easy* ». La performance immobilière dépend de la demande, mais « *with current disposable income, there is a glut in the market although there are many young couples still living with their parents* ». Les nouvelles facilités accordées aux étrangers vont « accentuer la spéculation foncière », sauf si « *there is economic activity attracting and retaining expatriates in Mauritius* ».

6) Selon vous, la nouvelle approche en matière de *Corporate Social Responsibility* sera socialement...

La nouvelle approche en matière de CSR



La taxe sociale de l'entreprise

Dorénavant, les entreprises ne pourront pas utiliser à leur guise les 2% de bénéfices imposables au titre de la responsabilité sociale de l'entreprise : elles devront obligatoirement soumettre 1% à la Mauritius Revenue Authority, taux qui passera ensuite à 1,5%. Le nouveau cadre opératoire « *might get rid of some fraudulent practices* », mais « *it is now becoming a tax, it reduces private sector involvement and it eliminates employees' commitment* ». Pour 53% des sondés, cette nouvelle approche sera moins efficace en termes de rendement social, car « *civil servants working from 9 a.m. to 4 p.m. cannot handle this type of activity* ». Certes, « *there may be some cash greedy non-government organisations, but a financial and operational audit with key performance indicators will help* ».

7) Selon vous, la politique gouvernementale pour lutter contre la pauvreté extrême est...

Appropriée et Suffisante	30%
Appropriée mais Insuffisante	50%
Inappropriée	20%

Le gouvernement sur la bonne voie

Le ministre des finances veut appliquer « concrètement » un Plan Marshall contre la pauvreté extrême (*absolute poverty*), doté de nombreuses mesures budgétaires. Pour quatre analystes sur cinq, cette politique est appropriée, « *focusing on enabling the poor rather than making them further dependent on the state* ». Elle est, cependant, insuffisante selon un répondant sur deux. Pour pouvoir faire plus, il faudra cesser d'accorder des aides sociales sur une base universelle. Mais « *our government cannot do targeted spending because of vote bank politics* ». Pour ceux qui voient cette approche inappropriée, « l'assistanat n'est pas le meilleur moyen de combattre la pauvreté ».

8) A quel niveau situez-vous le Semdex d'ici à la fin de l'année 2016 ?

Au-dessus de 1 849 points	23%
En dessous de 1 787 points	7%
Plus ou moins stable	70%

La Bourse dans l'après-budget

Le jour de la présentation du budget, soit le 29 juillet, le Semdex était à 1 787 points. L'indice boursier a ensuite progressé pour passer au-dessus des 1 800 points. D'ici à la fin de cette année, il ne redescendra pas à son niveau d'avant le budget, selon 93% des sondés. S'il dépasse les 1 850 points, c'est parce que « *there is good value but it depends on foreign investor sentiment towards emerging markets* ». S'il reste plus ou moins stable, c'est que « *much will depend on the financial results reported by heavyweights such as MCB and SBM. The hotels with high exposure to Mauritius should also do well.* » Et puis, « *investors in search of yield may shift to the stock market which has a 4.1% dividend yield* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 29 au 31 août 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.
--

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.